



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de  
l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-Temple Cedex

Savigny-le-Temple, le 30 juin 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **RHENUS LOGISTICS**

zone industrielle Ampère  
60 rue de la Maison Rouge  
BP10025  
77220 Gretz-Armainvilliers

Référence : E4/23-  
Code AIOT : 0006514183

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/06/2023 dans l'établissement RHENUS LOGISTICS implanté zone industrielle Ampère, 60 rue de la Maison Rouge, 77220 Gretz-Armainvilliers. L'inspection a été annoncée le 12/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RHENUS LOGISTICS
- zone industrielle Ampère, 60 rue de la Maison Rouge, 77220 Gretz-Armainvilliers
- Code AIOT : 0006514183
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les installations de la société Rhenus Logistics se trouvent sur l'ancien site de la société Continental-Teves, dans la zone industrielle Ampère, à Gretz-Armainvilliers. Cette dernière exploitait des installations d'assemblage de matériels d'équipements pour l'industrie automobile. Malgré les travaux de dépollution réalisés de 2002 à 2010 par la société Continental-Teves, une pollution résiduelle en solvants organochlorés est restée en place. Dans ce cadre, une servitude d'utilité

publique a été instaurée par arrêté préfectoral n°12 DCSE IC 085 du 25 octobre 2012. Cette dernière interdit l'utilisation de la nappe des Meulières de Brie au droit du site, notamment pour l'arrosage ou l'alimentation en eau potable, le percement du mur de l'aquifère jusqu'à l'aquifère des Calcaires de Champigny au droit des foyers résiduels et d'enlever durablement le confinement des zones impactées par la pollution résiduelle, notamment en brisant les dalles bétonnées et étanches en place au droit des foyers résiduels.

Les anciennes installations de la société Continental-Teves ont été totalement démantelées. La société Rhénus Logistics a construit un entrepôt au droit du site.

La société Rhénus Logistics a bénéficié de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°12 DCSE IC 039 du 4 mai 2012 lui permettant d'exploiter un entrepôt de stockage de matières combustibles sur la commune de Gretz-Armainvilliers. Les prescriptions de ce dernier ont été remplacées par celles de l'arrêté préfectoral n°14 DCSE IC 025 du 18 avril 2014 l'autorisant à exploiter un stockage de liquides inflammables dans un entrepôt soumis à autorisation déjà réglementé.

Ainsi, le site est classé au titre des installations classées pour la protection de l'environnement au titre des rubriques n°1510, 4331 (anciennement 1432), 2930 et 2925.

Le 27 mai 2015, la société Rhénus Logistics a bénéficié du récépissé de déclaration n°2015/DRIEE/UT77/074 au titre de la rubrique 4511 (anciennement 1173).

Par courrier du 17 février 2022, l'exploitant a déposé un porter-à-connaissance (PAC) concernant la cessation partielle d'activités de la rubrique 4331 et la révision des besoins en eaux d'extinction incendie du site.

Le site n'ayant pas fait l'objet d'une visite depuis 2016, l'inspection du 8 juin 2023 s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle. Par ailleurs, cette visite était l'occasion de faire le point sur le PAC déposé en 2022.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- risques accidentels,
- risques chroniques,
- produits chimiques.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - ✓ le constat établi par l'inspection des installations classées
  - ✓ les observations éventuelles

- ✓ le type de suites proposées (voir ci-dessous)
- ✓ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 18/04/2014, article 4.3.11	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
6	Bruit	Arrêté Préfectoral du 18/04/2014, article 6.2.3	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
7	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 18/04/2014, article 7.3.6	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 18/04/2014, article Annexe II - article 8	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
11	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 18/04/2014, article 7.6.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
14	Atelier de charge d'accumulateurs	Arrêté Préfectoral du 18/04/2014, article 9.3.2	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

<sup>(1)</sup> s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 18/04/2014, article 3.2.3	/	Sans objet
2	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 1.4	/	Sans objet
3	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 18/04/2014, article 4.1.1	/	Sans objet
5	Déchets	Arrêté Préfectoral du 18/04/2014, article 5.1.8	/	Sans objet
8	Etiquetage des substances et préparations dangereuses	Arrêté Préfectoral du 18/04/2014, article 7.5.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 9	/	Sans objet
12	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 18/04/2014, article 7.6.3	/	Sans objet
13	Système d'extinction automatique des cellules de liquides inflammables	Arrêté Préfectoral du 18/04/2014, article 7.6.4	/	Sans objet
15	Ateliers de charge d'accumulateurs	Arrêté Préfectoral du 18/04/2014, article 9.3.4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non-conformités ont été constatées lors de cette inspection. Il est à noter que certaines non-conformités ont été constatées par l'exploitant avant la visite d'inspection et certains travaux sont programmés avant fin 2023. Par ailleurs, l'exploitant s'est engagé à transmettre rapidement les éléments permettant de lever les non-conformités.

D'une manière générale, l'entrepôt est propre et bien entretenu.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2014, article 3.2.3											
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques											
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet											
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) à une teneur en O2 précisée dans le tableau ci-dessous :											
<table><tr><th>Concentrations instantanées en mg/Nm³</th><th>Chaudières</th></tr><tr><td>Concentration en O₂ de référence</td><td>3%</td></tr><tr><td>Poussières</td><td>5</td></tr><tr><td>SO₂</td><td>35</td></tr><tr><td>NOx en équivalent NO₂</td><td>150</td></tr></table>		Concentrations instantanées en mg/Nm³	Chaudières	Concentration en O₂ de référence	3%	Poussières	5	SO₂	35	NOx en équivalent NO₂	150
Concentrations instantanées en mg/Nm³	Chaudières										
Concentration en O₂ de référence	3%										
Poussières	5										
SO₂	35										
NOx en équivalent NO₂	150										
<b>Constats :</b> La chaufferie a été totalement rénovée en novembre 2022 avec changement des chaudières et installations d'une gestion technique du bâtiment (GTB) pour le pilotage des installations de chauffage. L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le procès-verbal de réception daté du 25 novembre 2022. La puissance unitaire des chaudières est inchangée par rapport aux anciennes chaudières, à savoir 1,2 MW chacune.  Compte-tenu de la mise en service de ces nouvelles chaudières, aucun contrôle périodique n'a encore été réalisé. Cependant, des contrôles de combustion ont été réalisés les 18 janvier 2023 et 7 février 2023 ; ces derniers étaient conformes. Les chaudières ont été arrêtées en avril 2023 ; elles seront remises en fonctionnement en octobre/novembre 2023, selon la météo. L'exploitant a prévu de faire réaliser le contrôle périodique de ces chaudières d'ici fin 2023, après remise en service de ces dernières.											
<b>Observations :</b> L'exploitant s'est engagé à transmettre, à l'inspection des installations classées, le premier rapport de contrôle des nouvelles chaudières dès réception.											
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite											
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet											

## N° 2 : Etat des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des matières stockées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant dispose de 2 états des matières stockées. Ces derniers sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours et d'incendie. Ils sont mis à jour quotidiennement et sont accessibles en tout temps par l'exploitant.</p> <p>L'état des stocks permet de connaître la nature/typologie et les quantités des produits présents dans l'entrepôt. Un plan des stockages est annexé à ce dernier. Il permet de repérer les différentes catégories de produits en fonction des zones de stockage.</p> <p>Le stockage des batteries lithium-ion est bien présent sur cet état des stocks et est également identifié sur le plan de stockage.</p> <p>L'exploitant a précisé que les batteries présentes sur le site sont déjà emballées en vue de leur transport comme matières dangereuses ; ainsi, les plus grosses batteries sont dans leurs</p>

<p>"sarcophages" conformément à la réglementation ADR.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne.</p> <p>L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité (FDS) pour les produits dangereux qui sont présents au sein de son entrepôt.</p> <p>Un état des stocks sous format synthétique existe également.</p> <p>L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de simplifier le vocabulaire utilisé sur ce dernier afin que cet état des stocks soit plus compréhensible du grand public. Un plan général des stockages y est également joint.</p> <p>Par courriel du 15 juin 2023, l'exploitant a transmis le nouvel état des stocks "vulgarisé" prenant en compte les remarques qui avaient été faites.</p> <p>Il a été précisé qu'un inventaire annuel des produits stockés est réalisé.</p>
<p><b>Observations :</b> En amont de l'inspection, les FDS des produits suivants ont été transmises :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Aeroshell calibrating fluid 2 ;</li> <li>• WheelTecs ;</li> <li>• Insect clean ;</li> <li>• Cire de séchage portique plus ;</li> <li>• Shell turbo fluid DR 46 ;</li> <li>• Sanitizer - gel hydroalcoolique.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

### N° 3 : Consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2014, article 4.1.1			
<b>Thème(s) :</b> Autre, Origine des approvisionnement en eau			
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet			
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prélèvements d'eau qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :			
Origine de la ressource	Caractéristiques	Consommation maximale annuelle en m <sup>3</sup>	Débit maximal en m <sup>3</sup> /h
Réseau public	-	1050	-
<b>Constats :</b> Deux compteurs sont présents sur le site ; l'un se trouve sur le réseau incendie, l'autre sur le réseau d'eau à usage sanitaire. La consommation annuelle d'eau à usage sanitaire en 2022 était de 415 m <sup>3</sup> .  L'exploitant a précisé qu'un suivi mensuel de la consommation était réalisé.			
<b>Observations :</b> L'exploitant a précisé à l'inspection des installations classées qu'il avait mis en place une récupération des eaux des essais de sprinklage. L'eau récupérée est réinjectée dans les cuves de sprinklage. Cela lui a permis de réduire sa consommation d'eau sur le réseau incendie.  Lors de la visite, l'inspection des installations classées a pu constater la présence de ces récupérateurs d'eau dans le local sprinklage. Il a été installé 2 cuves de 200 L chacune (1 pour chaque cuve de sprinklage).			
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite			
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet			

#### N° 4 : Eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2014, article 4.3.11											
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales											
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet											
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies : Référence du rejet vers le milieu récepteur n°3 (cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5) : <table><tr><th>Paramètres</th><th>Concentrations maximales (mg/L)</th></tr><tr><td>MES</td><td>30</td></tr><tr><td>DBO<sub>5</sub></td><td>5</td></tr><tr><td>DCO</td><td>40</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux</td><td>5</td></tr></table>		Paramètres	Concentrations maximales (mg/L)	MES	30	DBO <sub>5</sub>	5	DCO	40	Hydrocarbures totaux	5
Paramètres	Concentrations maximales (mg/L)										
MES	30										
DBO <sub>5</sub>	5										
DCO	40										
Hydrocarbures totaux	5										
La superficie des toitures, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisées est d'environ 46 765 m <sup>2</sup> .											
<b>Constats :</b> Les dernières analyses des eaux pluviales ont été réalisées le 11 décembre 2018. Ces dernières étaient conformes sur tous les paramètres.  Bien qu'aucune fréquence d'analyse réglementaire ne soit mentionnée, l'inspection des installations classées a appelé l'attention de l'exploitant sur le fait que ces analyses sont anciennes (presque 5 ans). Par ailleurs, l'article 1.6.4 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, est applicable au site. Ce dernier impose la vérification annuelle, a minima, des équipements du réseau d'eaux pluviales. Or, l'analyse des eaux pluviales permet de s'assurer du bon fonctionnement desdits équipements.  L'exploitant s'est engagé à réaliser des analyses annuelles des eaux pluviales. Compte-tenu des conditions météorologiques actuelles, ces dernières seront programmées à l'automne.  L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les résultats de la campagne 2023 des analyses d'eaux pluviales.											
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites											
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale											
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois											



## N° 5 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2014, article 5.1.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre d'élimination des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit et tient à jour un registre de l'expédition des déchets dangereux qu'il produit ou détient.</p> <p>Ce registre contient à minima les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La désignation des déchets et leur code indiqué à l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement fixant la nomenclature des déchets ;</li> <li>• La date d'enlèvement ;</li> <li>• Le tonnage des déchets ;</li> <li>• Le bordereau de suivi de déchets émis ;</li> <li>• La désignation du ou des modes de traitement et, le cas échéant, la désignation de la ou des opérations de transformation préalable et leur(s) code(s) selon les annexes II-A et II-B de la directive 76/442/CEE du 15 juillet 1975 ;</li> <li>• Le nom, l'adresse et, le cas échéant, le numéro SIRET de l'installation destinataire finale ;</li> <li>• Le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIRET des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ;</li> <li>• Le nom et l'adresse du transporteur et, le cas échéant, son numéro SIREN ainsi que leur numéro de récépissé visé à l'article R.541-51 du Code de l'environnement ;</li> <li>• La date d'admission des déchets dans l'installation destinataire finale et, le cas échéant, dans les installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ainsi que la date du traitement des déchets dans l'installation destinataire finale ;</li> <li>• Le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIREN du négociant, ainsi que son numéro de récépissé visé à l'article R. 541-56 du Code de l'environnement.</li> </ul> <p>Le registre visé au présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il est conservé sur le site pendant une durée minimale de cinq ans.</p>
<p><b>Constats :</b> A la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a transmis le registre d'élimination des déchets en amont de l'inspection.</p> <p>Ce dernier contient l'ensemble des informations demandées par la réglementation. Les bordereaux de suivi des déchets dangereux (BSD) sont récupérés sur track-déchets.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2014, article 6.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fait réaliser tous les cinq ans et à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores par une personne ou un organisme qualifié selon une procédure et aux emplacements choisis après accord de l'inspection des installations classées.  Les premières mesures sont effectuées dans un délai de 6 mois après le début d'exploitation.  Les mesures sont effectuées selon la méthode dite d'expertise définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.
<b>Constats :</b> Conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral, l'exploitant fait réaliser des mesures acoustiques tous les 5 ans. Les dernières mesures sonores ont été réalisées du 30 au 31 mars 2021. Le rapport de mesures montre que le site est conforme à l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. Il est précisé que le bruit extérieur provient du trafic routier de la Rue de Maison Rouge, de l'avenue Ampère et de la N4 (prépondérant). Cependant, le référentiel retenu est celui de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 et non celui de l'arrêté préfectoral n°14 DCSE IC 025 du 18 avril 2014. Or, il s'avère que les prescriptions de l'arrêté préfectoral sont plus contraignantes que celles de l'arrêté ministériel.  L'exploitant fera réaliser de nouvelles mesures des niveaux sonores de son site, en prenant comme référentiel les articles 6.2.1 et 6.2.2 de son arrêté préfectoral.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 7 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2014, article 7.3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b> Le dernier contrôle des installations électriques a eu lieu le 28 octobre 2022. Ce dernier fait ressortir plusieurs non-conformités. D'ailleurs, l'attestation Q18 fait ressortir que l'installation est à risque d'incendie ou d'explosion. L'exploitant a indiqué les non-conformités relevées sont situées dans les armoires électriques ou au niveau du TGBT. A l'heure actuelle, aucune de ces non-conformités n'a été levée car elles nécessitent la coupure générale de l'électricité et l'intervention d'opérateurs avec habilitation électrique. L'intervention pour lever les non-conformités est prévue courant juillet 2023.  L'exploitant a informé l'inspection des installations classées que le prochain contrôle des installations électriques est prévu pour fin 2023 (octobre/novembre).  L'exploitant transmettra, à l'inspection des installations classées, les justificatifs attestant de la levée des non-conformités ainsi que le prochain rapport de contrôle des installations électriques.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 8 : Etiquetage des substances et préparations dangereuses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2014, article 7.5.2
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Etiquetage des substances et préparations dangereuses
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 L portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
<b>Constats :</b> Comme mentionné au point n°2, L'exploitant dispose des FDS des produits dangereux qui sont stockés sur son site. Ces dernières ont été communiquées à l'inspection des installations classées, en amont de la visite.  Lors de la visite, il a été constaté que l'ensemble des produits dangereux présents étaient correctement identifiés et que les symboles de danger présents dans les FDS étaient également présents sur les fûts et emballages. Par ailleurs, il a été constaté que les produits dangereux étaient bien stockés dans la cellule 3b qui dispose d'une rétention. Par ailleurs, les produits sont à l'abri de la chaleur et de la lumière solaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18/04/2014, article Annexe II - article 8
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Matières dangereuses et chimiquement incompatibles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.  De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines.  Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.
<b>Constats :</b> Les produits dangereux (liquides inflammables, produits dangereux pour l'environnement aquatiques, aérosols) sont stockés dans la sous-cellule 3b. Conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral n°14 DCSE IC 025, la cellule 3 est séparée des cellules 4 et 2 par des murs REI 240. La cellule 3 est divisée en sous-cellules 3a et 3b par un mur REI 120. Cette cellule n'est pas surmontée d'étages, ni de mezzanines. Un système d'extinction automatique d'incendie et un sprinklage sont présents dans cette cellule. La sous-cellule 3b est recoupée en 4 zones de collecte. Les liquides éventuellement recueillis au niveau de la rétention sont dirigés par gravité vers la rétention extérieure.  Il est à noter qu'une petite quantité d'aérosols est stockée dans cette sous-cellule. Lors de la visite, il a été constaté que ces produits étaient stockés dans des cages.  L'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'à l'heure actuelle, il n'y avait pas de séparation des produits incompatibles entre eux. Cependant, il travaille actuellement sur le sujet et les séparations physiques entre produits incompatibles chimiquement devrait être mises en place en septembre. Néanmoins, pour les produits dont l'emballage est en mauvais état, des rétentions ont été mises en place permettant une séparation des produits acides et des produits basiques. Lors de la visite, l'inspection des installations classées a pu constater la présence de ces bacs de rétention pour produits endommagés.  Comme mentionné aux point n°2 et 8, des FDS ont été communiquées à l'inspection des installations classées en amont de la visite. A la rubrique n°7 de ces FDS (manipulation et stockage), il est bien fait mention de certaines incompatibilités entre produits. L'exploitant doit donc prendre en compte les informations mentionnées dans les FDS.  L'exploitant transmettra, à l'inspection des installations classées, tous justificatifs permettant d'attester de la mise en place des séparations physiques des produits/matières chimiquement incompatibles dans cette cellule.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 10 : Conditions de stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions de stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.  Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L en stockage couvert.  Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230 L en stockage couvert.  Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2026.[...]
<b>Constats :</b> L'exploitant ne stocke pas de liquides inflammables de catégorie 1 à l'heure actuelle. Par ailleurs, il a bien connaissance des nouvelles dispositions réglementaires concernant le stockage de ce type de produits.  L'exploitant stocke des liquides inflammables présentant la mention de danger H225 ; il s'agit uniquement de gels hydroalcooliques. Ces derniers sont stockés en contenant d'un litre (donc inférieur à 30 L). Cependant, l'exploitant a également connaissance des dispositions réglementaires concernant ce type de produits qui seront applicables à compter de janvier 2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 11 : Entretien des moyens d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2014, article 7.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit s'assurer d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu...) ainsi que des installations électriques, du chauffage et de la continuité du réseau de liaison équipotentiels, conformément aux référentiels en vigueur. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.  L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels [...]
<b>Constats :</b> La dernière vérification semestrielle du système sprinklage a eu lieu le 8 mars 2023. Cette dernière fait état d'observations ainsi que de points de non-conformités sans risque de mise en échec du système. L'exploitant a informé l'inspection des installations classées que les réserves ont été levées le 5 juin 2023 ; cependant, il reste une réserve. Commande a été passée auprès du prestataire afin de lever cette dernière non-conformité. L'exploitant est en attente du rapport d'intervention. Ce dernier sera transmis à l'inspection des installations classées dès réception.

Le dernier contrôle semestrielle du système de sécurité incendie a eu lieu le 1<sup>er</sup> décembre 2022. Ce dernier est conforme mais note l'absence de nettoyage de certains détecteurs optiques. Le compte-rendu de vérification périodique Q7 a été transmis à l'inspection des installations classées.

L'exploitant a passé commande pour la prochaine vérification semestrielle.

Les robinets d'incendie armés (RIA) font l'objet d'une surveillance trimestrielle. Le dernier contrôle s'est déroulé le 27 mars 2023 ; aucune non-conformité n'a été relevée.

La vérification annuelle des extincteurs a eu lieu le 15 mai 2023. Ainsi 11 extincteurs ont été changés (extincteurs de plus de 10 ans).

Le contrôle annuel des portes coupe-feu a eu lieu le 10 mars 2023 ; ce dernier était conforme. Néanmoins, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées que lors de l'exercice incendie du 15 mai 2023, 2 portes ne se sont pas fermées. Le prestataire doit intervenir. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le bon d'intervention du prestataire.

La dernière vérification semestrielle de la détection incendie a eu lieu le 1<sup>er</sup> décembre 2022. Cette dernière n'a pas fait l'objet de remarques, ni de non-conformités. La prochaine vérification aura lieu début juillet.

Le dernier contrôle annuel du désenfumage a eu lieu le 8 juin 2022. Ce dernier fait mention d'un exutoire de fumées qui ne fonctionnait pas. L'exploitant n'a pas notion d'un dysfonctionnement au niveau des exutoires. Après, recherche il semblerait que le bureau vérificateur ait fait un mauvais "copier-coller" du précédent rapport.

L'exploitant va éclaircir ce point avec le vérificateur.

Le prochain contrôle du désenfumage aura lieu du 20 au 22 juin 2023. L'exploitant transmettra le rapport du contrôle 2023.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 12 : Détection incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2014, article 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un dispositif de détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est mis en place dans les cellules, les locaux techniques et les bureaux à proximité des stockages de liquides inflammables.</p> <p>Ce dispositif actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment et le compartimentage de la ou des cellules sinistrées dans le cas d'un système centralisé. En l'absence de système centralisé, le compartimentage est actionné par un système indépendant de type détecteur autonome déclencheur.</p> <p>Pour chaque cellule de liquides inflammables, le dispositif de détection est distinct du système d'extinction automatique, sauf dans le cas d'un système d'extinction automatique spécifique à un stockage sur rack.</p> <p>Des déclenchements manuels (boîtiers, bris de glace) doivent être répartis dans chaque cellule, notamment à proximité des issues et des escaliers.[...]</p> <p><b>Constats :</b> Le site dispose d'une détection automatique d'incendie en plus du sprinklage. Ce dernier actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment, y compris dans les bureaux. Ce système enclenche le compartimentage de l'ensemble des cellules et des locaux de charge. L'alarme est reportée à l'exploitant ainsi qu'à l'organisme de télésurveillance. Lorsque l'organisme de télésurveillance reçoit l'alarme, il contacte le directeur de site. Si ce dernier ne répond pas, un déplacement sur site intervient.</p> <p>Des boîtiers de déclenchement manuels sont répartis dans les cellules, au niveau des issues de secours.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 13 : Système d'extinction automatique des cellules de liquides inflammables

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2014, article 7.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Système d'extinction automatique des cellules de liquides inflammables
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un système d'extinction automatique d'incendie répondant aux exigences fixées dans le chapitre 7 de la norme NF EN 13565-2 (version de juillet 2009), ou présentant une efficacité équivalente, est mis en place dans chaque cellule de liquides inflammables pour éteindre tout type d'incendie susceptible de s'y produire. [...]</p> <p><b>Constats :</b> Le système d'extinction automatique d'incendie du site est conforme au référentiel APSAD R1. Ce dernier répond à la norme NF EN 13565-2.</p> <p>La cellule 3 permet le stockage de liquides inflammables, elle est donc équipée d'un sprinklage intermédiaire fonctionnant avec un émulseur auquel est adjoint un agent formant un film flottant (A3F).</p> <p>Des huiles et des lubrifiants pouvant être stockés dans les cellules 4 et 5, le même sprinklage intermédiaire est également présent.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 14 : Atelier de charge d'accumulateurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2014, article 9.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sols, murs et rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les sols des locaux de charge sont étanches, incombustibles et traités anti-acide. Les murs sont recouverts d'un enduit étanche sur une hauteur minimale de 1 mètre.  Les locaux sont sur rétention.
<b>Constats :</b> Les locaux de charge sont sur rétention. Une vérification mensuelle du niveau des rétentions est réalisée par la responsable QHSE.  L'exploitant a informé l'inspection des installations classées que les sols des locaux de charge, initialement étanches, incombustibles et traités anti-acides, sont abîmés. Des travaux sont prévus avant la fin de l'année ; un prestataire doit venir sur site le 9 juin 2023 pour établir un devis. Afin prendre en compte la dégradation des sols, les engins de manutention au plomb sont mis en charge aux emplacements les moins abîmés. Les murs sont recouverts d'un enduit étanche sur une hauteur minimale de 1 mètre.  Lors de la visite, il a effectivement été constaté que les sols des locaux de charge sont dégradés. En revanche, le revêtement des murs est en bon état.  L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs attestant de la remise en état des sols dans les locaux de charge lorsque les travaux auront été effectués.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 15 : Ateliers de charge d'accumulateurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2014, article 9.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Détection gaz
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le local est équipé d'un ou plusieurs détecteurs d'hydrogène judicieusement disposés. La détection entraîne le report d'une alarme ainsi que l'arrêt de la charge des accumulateurs.  A défaut, l'interruption des systèmes d'extraction d'air doit interrompre automatiquement l'opération de charge et déclencher une alarme.
<b>Constats :</b> Chaque local de charge est équipé de 3 détecteurs d'hydrogène. Une vérification semestrielle de ces derniers est réalisée. Le dernier rapport d'intervention, en date du 1 <sup>er</sup> décembre 2022 est conforme ; ce dernier a été communiqué à l'inspection des installations classées.  L'alarme déclenchée par les détecteurs entraîne l'arrêt de la charge. Un report de cette alarme vers l'exploitant existe.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet